

Et valsent les milliards...

France 0 - Mexique 2 ! On ne va pas pleurer sur une compétition complètement asservie au monde financier. La Bourse pour horizon sportif, les footballeurs étalent leur vie de rêve sur les écrans. La FIFA engrange un bénéfice d'un milliard d'euros... Pour détourner l'attention des autres milliards qui valsent, ceux des profits des banques et des fonds spéculatifs pendant que les salariés et les pays d'Europe sont condamnés à de dures cures d'austérité.

Début mai, l'Union européenne paraissait sauvée de la débâcle avec la création d'un fonds de 440 milliards d'euros, auquel le FMI ajoutait 250 milliards, la Banque Centrale Européenne s'engageant à racheter les créances douteuses de l'État grec. Depuis restrictions budgétaires, attaques contre les fonctionnaires s'étendent. Les mouvements sociaux, les appels à des grèves générales aussi, en Espagne comme en Grèce... Des « années de souffrance » annonce David Cameron. Souffrance pour qui ?

En France, le gouvernement veut réduire de 10 % sur trois ans ses dépenses d'intervention, celles qui regroupent notamment des aides sociales comme le RSA, l'Aide pour le logement (APL) ou encore l'Allocation pour adulte handicapé (AAH)... 6 milliards de moins pour les pauvres, dans un pays qui en compte aujourd'hui 12 %. Une pauvreté de masse qui touche des personnes ayant travaillé toute leur vie, des retraités. Une précarité grandissante...

Paradoxe du marché érigé en loi et de la volonté de réduire le coût du travail : ces mesures d'austérité renforcée, outre qu'elles s'abattent sur les salariés et les chômeurs, risquent de tuer la croissance ! Des économistes tirent la sonnette d'alarme. Dans un courrier adressé aux chefs d'État et de gouvernement européens, John Monks, Secrétaire général de la CES déclare : « Nous pensons que les responsables politiques européens ont cédé à la panique, notamment sous la pression des marchés financiers. Cette panique va frapper de plein fouet une économie déjà fragilisée et risque de plonger l'Europe dans la récession. De telles mesures de coupes synchronisées ont été prises par le Président américain Hoover en 1931 avec les conséquences désastreuses que l'on connaît ». Inquiétudes fondées à l'échelle européenne quand on voit les réactions financières à l'annonce du plan de secours du FMI à l'Espagne.

Les réactions syndicales doivent être développées, fédérées à l'échelle de l'Europe. La CES annonce déjà une manifestation européenne le 29 septembre. Pourquoi pas une grève générale européenne ?

Injuste et brutale donc inacceptable... disent ensemble les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, à propos de la réforme des retraites menée tambour battant sous pression du MEDEF. Injuste, la jugent deux français sur trois, selon un sondage TNS Sofres réalisé pour Europe 1 début juin.



Suffisamment injuste et brutale pour faire réagir massivement et créer les conditions d'un rejet du projet de loi ? Tous les ingrédients d'une vraie riposte sont là : unité syndicale et conscience des enjeux d'avenir. Le 24 juin sera une nouvelle étape importante, le rendez-vous suivant et décisif sera, on le sait, à la rentrée au moment du débat parlementaire.

Injuste et brutale, la politique sarkozyste l'est à tous les niveaux. Les passages en force continuent, comme sur la réforme des collectivités territoriales, la loi petite enfance ou autres projets de loi conçus pour faire diversion (burqa, absentéisme scolaire). Par un gouvernement, des ministres, des élus UMP, forts de leur majorité, cyniques et sûrs d'eux, à l'instar d'un Hortefeux condamné et dont on atten-

daît la démission, à tout le moins la mutation en Auvergne, pour sceller la victoire des travailleurs sans-papiers...

Une politique inacceptable dans toutes ses dimensions, de la loi NOME (nouvelle organisation des marchés de l'électricité) aux fameuses fiches de Chatel pour récupérer partout des postes dans l'Éducation, en passant par tous les autres services publics (agriculture, justice...) bouleversés par la RGPP et le nouveau management.

Rien n'est jamais inéluctable !

Le Conseil National de la Résistance, honni par Sarkozy et sa suite, a émergé dans une période terrible où tout espoir pouvait paraître vain. À l'époque, beaucoup eurent la tentation d'attendre, de se résigner, de faire le gros dos devant le fascisme à l'offensive en Europe. Et pourtant...

Escarmouches, résistances individuelles et prises de responsabilité collectives, désobéissance... tout est indispensable. Indispensable mais pas suffisant.

On ne peut plus se contenter d'un carton rouge – puisqu'il ne fait pas forcément gagner la partie – ni dans l'éducation où la rentrée doit être marquée, vite, très vite, par un coup d'arrêt à la politique mortifère de Chatel et Péresse, ni au niveau d'une fonction publique bientôt exsangue, ni bien sûr au niveau des retraites. Il faut siffler la fin de cette partie par une victoire sur le gouvernement. Et s'en donner les moyens par une détermination sans faille, une unité syndicale renforcée, une convergence public privé massive ! ●

ISABELLE SARGENI-CHETAUD,
LE 18 JUIN 2010.